 <p>Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels</p>	<p>Neuvième Réunion du Comité consultatif <i>La Serena, Chili, 9 - 13 mai 2016</i></p> <p>Allocation des fonds au Programme de travail du CC</p> <p><i>Sous-comité des subventions, Secrétariat</i></p>

RÉSUMÉ

Le présent document précise les procédures appliquées lors de l'allocation des fonds dans le cadre du plan d'allocation des petites subventions du programme de détachements. Deux détachements ont été soutenus pour un budget total de 26 034 AUD ; l'un effectué par Patricia Pereira Serafini (CEMAVE Brésil) auprès de British Antarctic Survey et l'université d'Exeter, et l'autre par Veronica Cortez (université de Barcelone, Espagne) auprès de l'Albatross Task Force au Chili. D'autres propositions comprenaient une structure inadéquate ou présentaient des documents et/ou signatures manquants, ou une description confuse des produits et actions liés au programme de travail du CC. Ces problèmes pourraient être résolus en ajoutant des informations sur le formulaire de candidature/lignes directrices, afin d'aider les candidats à rentrer leur futures demandes.

En ce qui concerne le plan d'allocation des petites subventions, la procédure complète répond aux lignes directrices et aux procédures déjà adoptées et utilisées lors des appels à candidatures précédents. Un problème relevé lors de la phase finale d'approbation d'un projet a toutefois empêché la mise en œuvre de l'intégralité du programme. Le problème n'a pu être résolu par voie de négociation. Des discussions visant à trouver une solution au problème sous-jacent devraient se tenir lors du CC9 afin d'éviter que cette issue malencontreuse et non désirée ne se reproduise.

RECOMMANDATIONS

Il est demandé au Comité consultatif de :

1. prendre acte des avancées réalisées dans la mise en œuvre du programme de détachements et de discuter des pistes et mécanismes qui permettraient de l'améliorer.
2. Discuter plus avant des questions qui ont empêché la mise en œuvre du plan d'allocation des petites subventions en 2015, et chercher des solutions pour éviter que ces problèmes ne surviennent à nouveau.
3. Analyser le bien-fondé des propositions présentées dans la section 4 afin de pouvoir les mettre en œuvre lors du prochain appel à candidatures.
4. Approuver le calendrier des appels à candidatures présenté en **Figure 1**.

1. CONTEXTE

En 2009, la RdP3 a adopté une procédure pour allouer un financement au programme de travail du CC (Rapport final de la RdP3). Le plan d'allocation des petites subventions du Comité consultatif a été appliqué avec succès et affiné au cours des années suivantes, en prévoyant deux appels à candidatures par période triennale, conformément à la décision du CC7 (Rapport final du CC7, 12.2.2). La dernière révision des candidatures reçues et approuvées pour des projets a été présentée lors de la Réunion du Comité consultatif en 2014 (cf. [CC8 Doc 21](#), Annexe 1).

Outre les petites subventions, et en vue de renforcer davantage les capacités de l'Accord, la RdP4 a approuvé une nouvelle approche du programme de détachement. Les principes et critères du programme ont été développés de manière plus détaillée par le Comité consultatif (cf. CC8 Doc 25). La nouvelle approche dispose que les détachements peuvent se dérouler au siège de l'Accord, à Hobart, ou dans des institutions situées dans d'autres pays. Elle requiert que le programme de détachement soit coordonné entre le Secrétariat et le Comité consultatif, et qu'il suive un calendrier de deux appels à candidatures tous les trois exercices financiers, pour s'aligner sur le plan d'allocation des petites subventions.

Dans le présent document, nous présentons des informations relatives à la mise en œuvre des deux programmes, les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme de détachement suivant la nouvelle approche, et les obstacles qui ont empêché la mise en œuvre du plan d'allocation des petites subventions.

2. PROGRAMME DE DETACHEMENTS - ENSEIGNEMENTS TIRES

Le Secrétariat a fait savoir que 51 429 AUD avaient été débloqués pour l'appel à candidatures de 2015. Un total de cinq demandes de détachement ont été reçues, dont deux ont été acceptées suite à un examen détaillé mené par un panel d'évaluation (composé du Secrétariat et du Sous-comité des subventions). Il convient de noter qu'un conflit d'intérêt a empêché l'un des membres du Sous-comité des subventions de prendre part à la révision. Le montant total requis pour le financement des détachements s'élevait à 46 804 AUD, dont 26 034 AUD ont été accordés. Un détachement a été effectué par Patricia Pereira Serafini (CEMAVE, Brésil) sur la surveillance des pathogènes chez les oiseaux marins, auprès de British Antarctic Survey et de l'université d'Exeter comme institutions d'accueil (13 000 AUD accordés). L'autre détachement approuvé a été effectué par Veronica Cortez (université de Barcelone, Espagne) en collaboration avec l'Albatross Task Force du Chili (13 034 AUD accordés).

Toutes les demandes de détachement ont été examinées par le panel, conformément aux lignes directrices et aux critères décrits dans le Doc 25 du CC8 qui traite de la pertinence des objectifs par rapport au programme de travail de l'Accord, à la nature internationale de la proposition et à son intérêt pour le renforcement des capacités, entre autres.

Certaines propositions comprenaient une structure inadéquate ou présentaient une description confuse des produits et actions liés au programme de travail du CC. Ces aspects pourraient être améliorés, à tout le moins partiellement, en ajoutant des informations sur le formulaire de candidature/dans les lignes directrices, afin d'aider les candidats. Dans d'autres cas, le panel a indiqué que les projets revêtaient un caractère plus académique ou de recherche, mais que le volet renforcement des capacités leur faisait défaut.

Par ailleurs, il manquait à certaines candidatures des informations et/ou des annexes, notamment le CV du candidat ou la signature des responsables d'institution. Le manque de détails (ou les incertitudes) quant à la mise en œuvre ou à la budgétisation des dépenses a également été relevé par le panel. Certains problèmes notés dans les candidatures pourraient être résolus en mettant l'accent, dans le formulaire de candidature ou dans la lettre introductive, sur l'importance d'inclure tous ces éléments.

3. PROBLEMES EMPECHANT LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ALLOCATION DES PETITES SUBVENTIONS

Un total de 14 candidatures en vue de l'obtention d'une petite subvention ont été reçues lors de l'appel à candidatures de 2015, pour un montant s'élevant à 224 787 AUD. Le Secrétariat a fait savoir que 80 000 AUD avait été débloqués pour l'appel à candidatures 2015. Conformément aux expériences et aux procédures précédemment adoptées par le Comité consultatif, des juges du GTSPC et du GTCA ont réalisé l'évaluation initiale des propositions. Dans un deuxième temps, le SCS a compilé l'ensemble des évaluations et soumis au Comité consultatif une liste de huit projets à accepter, pour un montant total de 107 275 AUD. Afin d'atteindre cette somme, le SCS a proposé d'utiliser les 80 000 AUD débloqués, plus 27 275 AUD transférés du fonds destiné aux détachements. Cette approche a été approuvée par le Comité consultatif.

Au cours de la phase finale d'approbation des projets retenus par le Comité consultatif, un problème lié à un projet proposé a été soulevé (ACAP 2015-02). Le problème n'a pu être résolu par voie de négociation. Comme la règle 14(1) du Règlement intérieur du Comité consultatif stipule qu'il est nécessaire de parvenir à un consensus pour toute décision relative aux questions financières, l'Accord n'a pu transférer de fonds à aucun des candidats retenus, ce qui a résulté en l'annulation complète du plan d'allocation des petites subventions en 2015. Le SCS en a informé l'ensemble des candidats après que le Comité consultatif eut donné son approbation. Des discussions visant à trouver une solution au problème sous-jacent devraient se tenir lors du CC9 afin d'éviter que cette issue malencontreuse et non désirée ne se reproduise à l'avenir. Le plan d'allocation des petites subventions est l'une des grandes réussites de l'Accord, et il serait très regrettable qu'il disparaisse complètement.

4. MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE SUBVENTION ET DE DETACHEMENT

Le SCS a discuté des possibilités d'améliorer l'efficacité des programmes de subvention et de détachement, notamment la mise en œuvre d'un mécanisme visant à soutenir la présentation des résultats des projets sur des forums présentant un intérêt, y compris des conférences et des ateliers. Ceci pourrait améliorer les deux programmes en (1) améliorant les voies de communication et les réseaux pour l'Accord, et en (2) montrant comment l'ACAP et ses Parties utilisent leurs ressources en pratique. Les candidats des projets déjà retenus pourraient être éligibles pour un tel parrainage sur une base ad hoc. Chaque candidature serait évaluée par le SCS et le Secrétariat sur la base des résultats attendus pour le projet. Le parrainage pourrait être partiel ou complet et pourrait dépendre des besoins et/ou des

fonds disponibles. La mise en œuvre de ce programme de parrainage requerra de garder des fonds en réserve sur l'enveloppe des programmes de subvention et de détachement. Il se peut également qu'il requière d'examiner quels forums et publics il convient de cibler. Le Comité consultatif doit analyser le bien-fondé de cette proposition afin de pouvoir la mettre en œuvre lors du prochain appel à candidatures pour les subventions et les détachements.

Conformément au calendrier prévoyant deux appels à candidatures tous les trois ans qui a été respecté au cours des dernières années, et en supposant que la solution au problème décrit dans la section 3 ci-dessus soit acceptée, il est proposé que le prochain appel à candidatures pour les petites subventions et les détachements soit lancé durant le second semestre de 2016 (**Figure 1**). Les contributions du CC9 concernant les actions et domaines prioritaires devraient être prises en compte lors de la sélection des propositions.

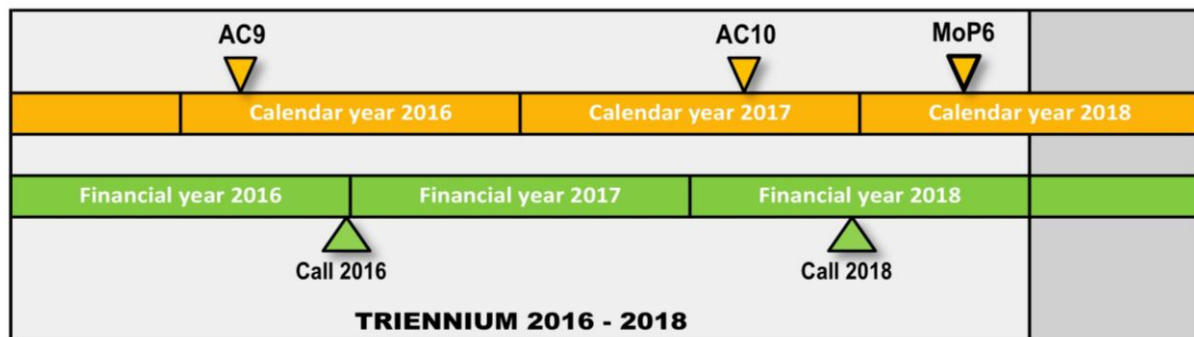


Figure 1. Calendrier des appels à candidatures (tant pour les projets de conservation que de détachements) par rapport au plan de réunions déjà en place.